



Environnement : Le PNUE apporte son expertise au Togo

Le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) apporte son expertise en faveur de la protection de l'environnement et de la biodiversité au Togo. Une délégation de l'institution onusienne est à cet effet en visite de travail au Togo. Conduite par le Directeur Exécutif du PNUE, M. Erik Solheim, la délégation a été reçue en audience ce mardi par le Premier Ministre Komi Sélom Klassou.

« Nous sommes au Togo pour apporter notre expertise et fournir des données qui pourront aider le Gouvernement à prendre des décisions dans le sens de la protection de l'environnement et de la biodiversité. Il est de notre ressort, en tant qu'agence des Nations Unies, de donner l'expertise qu'il faut et de partager les pratiques réussies dans d'autres pays afin d'aider à renforcer la conscience environnementale des populations pour que les déchets plastiques que nous voyons un peu partout soient collectés, bien recyclés au bonheur des populations togolaises » a indiqué Erik Solheim à l'issue de l'entretien avec le chef du Gouvernement.

M. Erik Solheim a par ailleurs exprimé sa satisfaction au regard des efforts effectués sur le terrain au Togo en termes de lutte contre l'érosion côtière, la gestion des déchets et la question de la déforestation.

La Rédaction



Vers une redynamisation des liens de coopération entre la Fédération de Russie et le Togo

« Nous voulons développer nos relations avec ce beau pays qu'est le Togo dans tous les domaines possibles et en tant qu'ambassadeur, je ne ménagerai aucun effort pour approfondir et améliorer notre partenariat avec le Togo » : Tels sont les propos du nouvel ambassadeur de la Fédération de Russie au Togo, Igor Evdokinov qui présentait ce mardi 05 juin à Lomé, ses lettres de créances au Chef de l'Etat Faure Gnassingbé.

Dans le cadre de cette volonté de renforcer les relations de coopération entre la Russie et le Togo, le diplomate russe a échangé avec le Président de la République sur la coopération bilatérale dans les domaines politique, économique et humanitaire entre autres.

Toujours ce mardi, Faure Gnassingbé a par ailleurs reçu une délégation russe en mission au Togo sous la conduite de Mikhail Bogdanov, représentant spécial du Président russe pour le Moyen-Orient et l'Afrique. Au menu des discussions, les stratégies visant à accroître les partenariats gagnants dans les domaines économique, commercial, agricole et éducatif

notamment.

« Nous avons eu des échanges intensifs sur l'état actuel des relations entre la Russie et la Togo. Le dialogue actuel est basé sur des traditions d'amitié entre les deux peuples. Il existe aujourd'hui de nouvelles possibilités qui nous permettent de donner une nouvelle impulsion pour redynamiser les relations entre les deux pays », a déclaré Mikhaïl Bogdanov.

« Nous avons adressé les salutations du Président Poutine à son homologue togolais et avons aussi évoqué la situation en Afrique surtout ce qui son développement. Nous en tant que Fédération de Russie, nous sommes persuadés que tout problème africain doit avoir absolument une solution africaine. Nous saluons à cet effet, les actions du Chef de l'Etat togolais dans la recherche des solutions panafricaines », a-t-il ajouté.

Les relations de coopération entre le Togo et la Fédération de Russie sont vieilles de plus d'un demi-siècle. Les premiers accords avaient été signés au début des années 1960 dans les domaines culturels et éducatifs.

David



L'inauguration du nouveau siège de l'Assemblée nationale en cours de préparation

Après deux ans de travaux, le nouveau siège de l'Assemblée nationale est fin prêt. Son inauguration pourra s'effectuer très bientôt car elle est en cours de préparation.

L'acte de remise et de réception du nouveau siège a été en effet signé ce lundi par le président de l'Assemblée nationale, Dama Dramani et l'ambassadeur de la République populaire de Chine au Togo, M. Liu Yuxi

La réalisation de l'ouvrage évalué à 10 milliards de FCFA est le fruit de la coopération entre le Togo et la Chine. Quelques 200 ouvriers togolais et chinois ont travaillé jour et nuit depuis juillet 2016 sur le chantier afin de tenir dans les délais.

Le futur siège du parlement togolais est construit sur une superficie de plus de 10 hectares et dispose de trois blocs avec une grande salle des plénières de 232 places, une salle de réunion, des bureaux pour les députés, une galerie et des espaces verts.

David



Harmonisation des priorités pour le futur partenariat ACP-UE après 2020

Les travaux de la 43^{ème} session conjointe du Conseil des Ministres ACP-UE ont pris fin ce vendredi 1^{er} Juin à Lomé après deux jours d'échanges autour de la vision prospective portant sur l'avenir des relations de partenariat entre les pays d'Afrique, des Caraïbes, du Pacifique (ACP) et l'Union Européenne (UE).

L'accord de partenariat qui lie les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) à l'Union européenne (UE) arrive en effet à expiration en février 2020. C'est dans le but de préparer le renouvellement cet accord signé en 2000 à Cotonou, que cette session s'est tenue à Lomé avec la participation de quelques 600 délégués venus de 79 pays des ACP et de l'UE.

Certes la réunion de Lomé n'est pas le point de départ des négociations. Mais elle a permis aux pays ACP et à l'Union européenne de préciser les priorités notamment le développement économique, le climat, les migrations, la sécurité entre autres.

Il s'est agi d'harmoniser les priorités des uns et des autres et de redéfinir les bases d'un partenariat gagnant-gagnant à

travers un futur accord fort et équitable.

« La présente session constitue donc une étape décisive dans le processus de redéfinition des perspectives d'avenir des relations ACP-UE après 2020 », a indiqué le Premier ministre togolais Komi Sélom Klassou. *« La réalisation des Objectifs de développement durable exige l'articulation de notre future coopération pour mieux l'inscrire dans la concrétisation des engagements internationaux et la mise en place d'un partenariat politique, économique et social porteur d'une aide au développement plus efficace »,* a-t-il ajouté.

Les négociations post-Cotonou proprement dites débuteront fin août prochain et la cérémonie de lancement aura lieu le 19 juillet 2018 à Bruxelles en Belgique.

Il faut préciser que c'est le Togo qui a été désigné pour présider le groupe central de négociation des pays ACP à l'issue des travaux de la 107ème Session du Conseil des Ministres des ACP tenus en début de semaine toujours à Lomé. Le mandat de négociation Post-Cotonou avait été remis au Pr. Robert DUSSEY, Ministre togolais des Affaires Étrangères, de la Coopération et de l'Intégration Africaine, par Madame Kamina JOHNSON SMITH, Ministre des Affaires Étrangères de la Jamaïque, Présidente du Conseil des Ministres ACP.

David



Un nouvel accord de partenariat ACP-UE en cours de préparation à Lomé

L'accord de partenariat qui lie les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) à l'Union européenne (UE) arrive à expiration en février 2020. Pour préparer le renouvellement cet accord signé à Cotonou, des sessions du Conseil des Ministres des ACP-UE sont actuellement en cours à Lomé.

C'est dans ce cadre que s'est ouverte ce mardi dans la capitale togolaise, la 107ème session du Conseil des ministres du Groupe des Etats ACP. Plus de 600 délégués venus de 79 pays ACP et de l'UE sont en effet à Lomé pour préparer les discussions sur l'avenir de ces accords ACP-UE. Il s'agira par ailleurs d'examiner le projet de cadre de mandat de négociation préparé par la Comité des ambassadeurs ACP à Bruxelles.

« Nous voulons travailler ensemble pour améliorer cette coopération dans l'intérêt des générations futures. La réussite de ces discussions nous permettra de renforcer davantage la coopération entre les ACP et l'UE en vue d'en tirer profit pour nos peuples. L'avenir des relations ACP-UE post 2020 passe par Lomé », a indiqué le ministre togolais Robert Dussey en charge des affaires étrangères, de la coopération et de l'intégration africaine.

« Nous devons aborder les futures négociations avec l'UE en tant que groupe uni, en tant que pôle de responsabilité collective soudé », a-t-il précisé tout en faisant savoir que le partenaire européen a déjà exprimé de façon claire sa vision du futur accord de partenariat.

A ces négociations, le Gouvernement togolais insiste sur la

nécessité du renforcement de la coopération intra-ACP. « *Pour nous développer, nous devons d'abord compter sur nous-mêmes, sur nos propres forces dans une perspective humaniste et de confiance en soi* », a souligné le ministre Robert Dussey.

Cette 107ème session du Conseil des ministres du Groupe des Etats ACP sera suivie par le Conseil ministériel conjoint ACP-UE, toujours à Lomé. Les travaux prendront fin le 1^{er} Juin prochain.

David S.



Transport aérien: Ouverture à Lomé de la réunion ministérielle du MUTAA en présence de Faure Gnassingbé

Les travaux du Conseil Ministériel sur l'opérationnalisation du Marché unique du transport aérien en Afrique (MUTAA) se sont ouverts ce lundi 28 Mai à Lomé en présence du Chef de l'Etat Faure Gnassingbé désigné en janvier dernier par ses pairs pour conduire le processus.

Prendent part à cette réunion, les ministres des transports des Etats membres de l'Union Africaine (UA). Les travaux du

Conseil seront axés sur l'examen et l'adoption des divers dossiers traités depuis vendredi dernier par les experts toujours à Lomé.

« C'est pour nous un des piliers majeurs de l'intégration du continent. En mettant en œuvre la zone de libre échange continental, le marché unique du transport aérien et le protocole de la libre circulation des personnes nous construisons notre avenir commun. Et cet avenir n'a d'autre nom que l'intégration de notre continent », a déclaré le Président de la Commission de l'Union Africaine, Moussa Faki Mahamat qui a par ailleurs rassuré de la disponibilité de son institution à accompagner le processus de mise en œuvre du MUTAA.

La réunion de Lomé permettra de mettre sur les rails, le processus de mise en œuvre du marché unique du transport aérien en Afrique. A Lomé, toutes les résolutions seront prises pour la mise en œuvre effective de ce marché unique en Afrique. Un protocole d'accord sur l'harmonisation des accords de service aériens entre les Etats membres du MUTAA devra également être signé.

« Les résultats de ces travaux devraient permettre à notre continent de tirer le meilleur de son espace et d'accélérer sa propre intégration », a écrit Faure Gnassingbé sur son compte twitter.

Au total 26 pays africains ont déjà acté leur adhésion au MUTAA qui a pour but de libéraliser l'aviation civile sur le continent afin de booster l'intégration économique. L'opérationnalisation de la MUTAA devrait en effet permettre selon les informations, de déboucher sur la création de 300 000 emplois directs et de deux millions d'emplois indirects.

Le Marché Unique du Transport Aérien Africain est l'un des 12 projets phares de l'agenda 2063 de l'Union Africaine. Il avait été lancé à l'issue des travaux du 30^e Sommet des Chefs d'Etat

et de Gouvernement de l'Union Africaine tenu les 28 et 29 janvier derniers au siège de l'institution à Addis Abeba, en Ethiopie.

David



Le Brésil, invité d'honneur de la 3e édition de la Semaine de l'intégration

Les activités de la 3^e édition de la Semaine de l'intégration ont démarré ce vendredi 25 Mai à Lomé avec pour objectif, renforcer la cohésion des communautés africaines vivant au Togo.

La Semaine de l'intégration est l'un des événements majeurs de la diplomatie togolaise. Elle vise la promotion de la paix, la solidarité, l'unité, la cohésion sociale entre les communautés et le développement économique et social.

« Relever le défi de l'intégration des peuples africains est une préoccupation pour l'Union africaine. Le gouvernement togolais en a fait une priorité nationale, c'est justement pourquoi célébrer cette journée est important pour nous togolais, mais pour toutes les communautés africaines vivant chez nous », a indiqué le ministre des affaires étrangères, de

la coopération et de l'intégration africaine, Pr. Robert Dussey

Pour le compte de cette édition, c'est le Brésil qui est le pays invité d'honneur. « *Le Brésil, un pays ami et frère du Togo et de tout le continent par des liens historiques, culturelles indéniables, est à cette 3ème édition le pays d'honneur de la semaine de l'intégration africaine* », a expliqué le ministre Robert Dussey.

L'évènement sera marqué par des échanges et expositions culturelles, artistiques et gastronomiques souhaités par les communautés elles-mêmes. « *Nous sommes réunis ici dans le cadre approprié d'échanges et de partage sur la vision commune d'une Afrique unie, forte et prospère* », a pour sa part souligné Mme Kouméalo Balu, Directrice de l'Intégration au ministère des Affaires étrangères.

Pour rappel, la semaine de l'intégration africaine (UA) est une initiative de l'Union africaine dans laquelle le Togo s'inscrit totalement. Le thème retenu pour cette année par l'UA est : « *gagner la bataille contre la corruption, une voie durable vers la transformation de l'Afrique* ».

Cris DADA



Faure Gnassingbé et Ali Bongo pour une coopération sud-sud plus dynamique

La politique, la diplomatie, l'économie, les migrations, autant de sujets au centre d'un entretien ce jeudi entre Faure Gnassingbé et son homologue gabonais Ali Bongo. Le Chef de l'Etat togolais était en visite d'amitié et de travail ce 24 Mai à Libreville au Gabon.

Au cours des échanges, les deux personnalités ont également réaffirmé leur engagement à poursuivre le raffermissement des relations entre la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la Communauté Economique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) pour l'harmonisation des actions de développement et de maintien de la paix.

Faure Gnassingbé et Ali Bongo, respectivement président en exercice de la CEDEAO et de la CEEAC ont en outre procédé à un échange de vue sur les stratégies de redynamisation de la coopération sud-sud. Ils ont dans ce sens discuté des préparatifs du prochain sommet conjoint CEDEAO-CEEAC sur la paix, la radicalisation et l'extrémisme violent, qui aura lieu dans les mois à venir à Lomé.

La Rédaction



Transport aérien : Un partenariat signé entre le Togo et le Rwanda

Le Togo et le Rwanda sont désormais liés par un accord de partenariat pour une facilitation du transport aérien à travers les compagnies Asky Airlines et Rwandair. Les documents de l'accord ont été paraphés ce mardi 22 Mai par le ministre togolais des infrastructures et des transports Ninsao Gnofam et son homologue rwandais Jean de Dieu UWIHANGANYE.

Aux termes de cet accord, les compagnies aériennes Asky airlines et Rwandair vont désormais desservir les plateformes de Lomé et de Kigali avec de très bonnes conditions mutuellement et librement consenties.

Cet accord rentre dans le cadre du Marché unique du Transport aérien africain (MUTAA) destiné à permettre au continent africain de tirer tous les dividendes de son espace aérien et rapprocher davantage les destinations africaines les unes des autres.

Lancé par les Chefs d'Etat d'Afrique à l'occasion du 30^e sommet de l'Union Africaine (UA), le MUTAA est en effet un projet crucial de l'agenda 2063 de l'Union Africaine. Il vise notamment la libéralisation du transport aérien, l'amélioration de la connectivité aérienne, la facilitation de la libre circulation des personnes et des biens entre les pays africains.

C'est le Chef de l'Etat togolais Faure Gnassingbé qui avait été désigné pour conduire le processus. La 4^{eme} réunion du groupe de travail ministériel sur l'opérationnalisation du MUTAA se tiendra à Lomé du 25 au 28 mai 2018.

Cris DADA



Conseil de l'Entente : Le nouveau plan stratégique évalué à 56,5 milliards de F CFA

Faire du Conseil de l'Entente, une organisation bien gouvernée, reconnue dans l'environnement institutionnel des organisations de coopération, accompagnant efficacement dans le cadre de la promotion de la paix, du dialogue et de la solidarité, les Etats membres dans leurs efforts d'intégration et de développement au profit des peuples : Telle est la vision du nouveau plan stratégique 2018-2022 du Conseil de l'Entente adopté ce vendredi 18 Mai au cours de la troisième réunion extraordinaire des Ministres du Conseil tenue à Lomé sous la conduite du Ministre togolais Robert Dussey en charge des Affaires étrangères, de la coopération et de l'intégration africaine.

Ce nouveau plan stratégique évalué à 56,5 milliards de F CFA témoigne de la volonté de cette organisation sous régionale de se redynamiser davantage et d'améliorer son cadre de fonctionnement pour le développement des pays membres.

Les échanges de cette session extraordinaire des Ministres ont porté sur l'examen des recommandations des travaux du comité

des experts portant sur l'audit institutionnel et organisationnel, l'évaluation du plan stratégique 2013-2016, et le nouveau plan stratégique pour les cinq prochaines années.

« L'efficience de notre organisation passe par ces réformes ambitieuses et courageuses qui doivent aboutir à la transformation de notre espace », a indiqué le Ministre Robert Dussey. *« Ces nobles objectifs ne peuvent être atteints que dans un climat de paix, de sécurité et de stabilité »,* a-t-il ajouté. Dans ce sens, le rapport relatif au mécanisme entente de renseignement issu de la troisième réunion annuelle des ministres en charge de la sécurité et des frontières a également été examiné lors des travaux.

Les Ministres ont par ailleurs noté que les résultats obtenus en quatre années dans les domaines de la gouvernance politique et sécuritaire, de l'hydraulique villageoise de l'électrification rurale en énergie solaire et des infrastructures sociocommunautaires ont été significatifs en termes d'impact sur les populations de l'espace Entente.

La session des Ministres a en outre approuvé le rapport de l'audit institutionnel et organisationnel du Conseil de l'Entente et a invité le Secrétaire Exécutif à mettre en œuvre les propositions et recommandations qui permettront à l'organisation de poursuivre sa redynamisation.

Il faut rappeler que le Conseil de l'Entente est la doyenne des institutions sous régionales ouest-africaines. Il est créé depuis 1959 et rassemble dans un même espace politique et économique cinq pays notamment le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Niger et le Togo.

David S.